



**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 7 septembre 2006 (11.09)  
(OR. de)**

**12509/06**

**LIMITE**

**COPEN 94  
EJN 22  
EUROJUST 43**

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

Émetteur: M. Wilhelm SCHÖNFELDER, Ambassadeur, Représentant permanent de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Union européenne

Date de réception: 7 août 2006

Destinataire: M. Javier SOLANA, Secrétaire général / Haut Représentant

---

Objet: Décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres (2002/584/JAI)

- Communication relative à la transposition dans le droit national visée à l'article 34, paragraphe 2, de la décision-cadre

---

Monsieur le Secrétaire général,

Je vous transmets par la présente le texte des dispositions transposant dans le droit national allemand les obligations qui découlent de la décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres. La loi de transposition de la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres (Loi relative au mandat d'arrêt européen - EuHbG) a été remaniée à la suite d'une décision rendue par la Cour constitutionnelle fédérale le 18 juillet 2005. Elle est entrée en vigueur le 2 août 2006.

Je vous transmets en outre ci-après le texte des autres déclarations de la République fédérale d'Allemagne concernant la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres. Ce texte correspond, à l'exception d'une modification rédactionnelle de la dénomination des autorités compétentes, aux notifications qui ont été faites après l'entrée en vigueur de la loi relative au mandat d'arrêt européen du 21 juillet 2004, qui a été annulée par la Cour constitutionnelle fédérale.

Ad article 6, paragraphe 3, de la décision-cadre: les autorités judiciaires compétentes au sens de l'article 6 sont les ministères de la justice de l'État fédéral et des Länder. Ils ont en règle générale transféré l'exercice des compétences qui leur incombent en vertu de la décision-cadre, pour ce qui est de l'émission des demandes (article 6, paragraphe 1), aux parquets des Länder et aux "Landgericht" (tribunaux régionaux) et, pour ce qui est de l'exécution des demandes (article 6, paragraphe 2), aux parquets généraux des Länder.

Ad article 8, paragraphe 2, de la décision-cadre: la République fédérale d'Allemagne accepte les mandats d'arrêt européens émis dans toutes les langues officielles des États d'émission qui acceptent les mandats d'arrêt européens en allemand émis par une juridiction allemande.

Ad article 25, paragraphe 2, de la décision-cadre: l'autorité compétente pour recevoir les demandes de transit est le parquet général dans le ressort duquel la personne faisant l'objet du mandat doit être transférée en transit.

Ad article 31, paragraphe 2, 4<sup>ème</sup> alinéa, de la décision-cadre: les conventions multilatérales visées à l'article 31, paragraphe 1, restent applicables à titre subsidiaire dans la mesure où elles permettent de dépasser les objectifs du mandat d'arrêt européen, où elles contribuent à simplifier ou à alléger les procédures et où l'État membre concerné continue lui aussi à les appliquer en l'occurrence. Il en va de même pour les conventions bilatérales conclues par la République fédérale d'Allemagne avec certains États membres.

Il n'y a pas d'autre déclaration.

(Formule de politesse)

Wilhelm SCHÖNFELDER